



HAL
open science

A propos des territoires et niveaux pertinents de l'action collective ouvrière en France au XXe siècle

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. A propos des territoires et niveaux pertinents de l'action collective ouvrière en France au XXe siècle. Nicolas Hatzfeld; Michel Pigenet; Xavier Vigna. Travail, travailleurs et ouvriers d'Europe au XXe siècle, Editions universitaires de Dijon, 2016, Histoires, 978-2-36441-185-2. <hal-03749346>

HAL Id: hal-03749346

<https://hal.science/hal-03749346v1>

Submitted on 10 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

A propos des territoires et niveaux pertinents de l'action collective ouvrière en France au XXe siècle.

Michel Pigenet (Centre d'histoire sociale du XXe siècle)

Au moins par son titre, ma contribution s'inscrit dans la continuité de l'article pionnier par lequel Denis Segrestin proposait un « canevas » à « l'étude des fondements sociaux des conflits du travail en France »¹. Elle procède aussi de la « réhabilitation de l'espace » dans l'appréhension de la conflictualité pour laquelle je plaçais il y a plus de deux décennies au terme d'une longue attention aux pratiques d'acteurs². Des marches aux émeutes en passant par les occupations des lieux de travail, l'ordinaire et l'extraordinaire des luttes n'ont cessé de revêtir une dimension spatiale. Encore faut-il s'entendre sur le sens et la portée des vocables sollicités.

Polysémique, aux lisières du mot-valise, la notion de « territoire », chère aux géographes qui ont contribué à sa confrontation avec celle de réseaux, va au-delà de la désignation d'un « cadre » d'existence et d'exercice d'activités. Elle définit plutôt un espace économique, social, politique et symbolique « approprié », au double sens de « propre à soi » et de « propre à quelque chose »³. Fruit du social, dans son acception la plus large, le territoire « agit » en retour sur les manières dont s'éprouvent et se conçoivent, en particulier, les formes et l'intensité des relations de travail, les taux de dilution ou de concentration du groupe ouvrier, le degré de cloisonnement de ses écosystèmes et ce qui en découle en termes d'expérience de solidarités, de contradictions et d'antagonismes sociaux. Les « niveaux » évoquent davantage les échelles et leurs jeux, références-clés pour qui veut saisir la dynamique territoires/acteurs sociaux, évaluer les possibilités de montée en généralité et d'élaboration d'horizons d'attente, comprendre les stratégies à l'œuvre, la hiérarchisation des objectifs, des cibles, des interlocuteurs visés par les mobilisations.

Ateliers, chantiers, entreprises : des solidarités élémentaires aux mobilisations

Manifestations d'une « politique ouvrière »⁴, les mobilisations en partagent la triple exigence de praticabilité, d'immédiateté et de proximité. Les solidarités qu'elles requièrent

¹ D. Segrestin, « Les communautés pertinentes de l'action collective. Canevas pour l'étude des fondements sociaux des conflits du travail en France », *Revue française de sociologie*, XXI-2, 1980, p. 171-203.

² M. Pigenet, *Les ouvriers du Cher (fin XVIIIe siècle-1914). Travail, espace et conscience sociale*, Montreuil, ICGTHS, 1990, p. 318.

³ R. Brunet, *Le territoire dans les turbulences*, Montpellier, GIP-Reclus, 1990, p. 23 ; P. George, F. Verger, *Dictionnaire de la géographie*, Paris, PUF, 2009 ; J. Lévy, M. Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2009.

⁴ R. Huard, « Existe-t-il une ' politique populaire ' ? » in J. Nicolas (dir.), *Mouvements populaires et conscience sociale, XVI-XIXe siècles*, Paris, Maloine, p. 57-68 ; M. Verret, *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 221-225 ; M. Pigenet, « Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIXe et XXe siècles », *Cahiers du CHATEFP*, n° 14, p. 64-71.

et construisent ont à voir avec les « matrices de communautarisation »⁵, cadres élémentaires de l'interconnaissance et de l'entre-soi.

Au travail, l'équipe constitue l'échelon primordial, dont l'autonomie relative prolonge fort tard dans le siècle une organisation du travail antérieure à la seconde industrialisation, négociée entre compagnons et contremaîtres. Ainsi en va-t-il au Creusot ou dans la mécanique stéphanoise du cycle des années 1930. Perméables aux dérives du marchandage, ces situations favorisent l'affirmation de critères de recrutement où la parenté, l'origine géographique et ethnique, les affinités religieuses et politiques le disputent aux compétences professionnelles. Facteurs de segmentation du groupe ouvrier, ils consolident la cohésion des équipes. Celles-ci sont l'entité par excellence, à la fois égalitaire et hiérarchisé, de coopérations fonctionnelles et quotidiennes, génératrices de liens dont la durée élève l'efficacité collective et soude les membres. Peu propice aux prouesses individuelles, le bon déroulement du travail passe par l'entente et la confiance. Là s'élaborent des stratégies de défense, s'étalonnent des valeurs, se forge et se transmet un fonds commun de conduites et d'usages.

L'atelier ou le chantier circonscrivent le premier territoire de référence auquel les acteurs prêtent volontiers une personnalité singulière qui en résume l'« ambiance ». A la SNECMA-Gennevilliers⁶, la fonderie, « plus fermée » est assimilée à une « carapace », contraste avec l'atelier de grosse mécanique et des aubes, « plus perméable » et « souriant », tandis que les forges sont le domaine d'une masculinité affichée. La toponymie officieuse fixe des réputations : la « chapelle », le « sénat », le « triangle des Bermudes ». Maints indices laissent entrevoir à cette échelle un « système politique » propre à réguler les tensions « à l'intérieur duquel le délégué [a] une place éminente »⁷.

Abcès de fixation des grèves bouchon ou thrombose, l'atelier et le chantier sont le point de départ obligé de conflits plus amples qu'impulsent les tactiques de désorganisation de la production. A Dassault-Bordeaux, l'action victorieuse de 1966-1967 pour l'alignement sur les salaires parisiens débute par des tams-tams sur tôle, la multiplication des arrêts-pipi, des batailles de confettis, le lâchage de ballons et des chants⁸. Ces initiatives décentralisées annoncent la mobilisation générale que précipitent les défilés – « la visite de la propriété » - aux sons des sifflets et des pétards⁹. Mais les ateliers et les chantiers sont aussi le foyer de micro-conflits souvent ignorés des observateurs extérieurs, voire des directions centrales. Au plus fort du reflux social des années 1920, ceux des usines Citroën concentrent l'essentiel

⁵ J.-P. Molinari, *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, L'Albaron, 1991.

⁶ N. Gérôme, *SNECMA. Les moteurs de la banlieue*, Paris, Scandéditions, 1993, p. 171-173.

⁷ S. Beaud, M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999, p. 334.

⁸ N. Gérôme, « Construction ouvrière d'une histoire ouvrière. Culture de la grève, pratiques socio-musicologiques, décembre 1966-février 1967 aux Avions Marcel Dassault à Bordeaux », in *Technologies, Idéologies, Pratiques*, VI, 2, 1986.

⁹ Cf. F. Le Madec, *L'Aubépine de Mai. Chronique d'une usine occupée. Sud-Aviation Nantes 1968*, Nantes, CDMOT, 1988.

des actions collectives réduites à des débrayages sectoriels sur des questions très ponctuelles bien qu'en rapport avec la rationalisation en cours¹⁰.

C'est toutefois aux niveaux de l'établissement et de l'entreprise que se résolvent généralement les conflits de quelque importance. L'évolution des rapports de forces éclaire l'inégale disposition des acteurs à en convenir. Du côté ouvrier et en dépit des contre-exemples de cultures d'entreprise à forte tonalité de classe¹¹, la culture cégétiste entretient la plus vive défiance à l'égard d'un « syndicalisme d'entreprise », jugé poreux à la collaboration de classe et participant, en tout état de cause, d'une segmentation contraire à sa conception unitaire du groupe ouvrier, à l'origine des syndicats et fédérations d'industrie ou des unions interprofessionnelles. Pour d'autres raisons, le patronat, peu ou prou résigné à la présence syndicale dans ses établissements, a tout fait pour en limiter les interventions et éviter les tête-à-tête avec une CGT longtemps omniprésente à cet échelon. A tout prendre, les négociations de branche permettent un jeu social plus fluide. Malgré les brèches ouvertes au milieu des années 1950 par les premiers accords d'entreprise dont les clauses de « paix sociale » embarrassent la CGT, leur développement demeure modeste et n'épouse pas l'essor des sections syndicales d'entreprise après la loi de 1968 et n'explose vraiment qu'à partir des années 1980. Sur fond de chômage de masse et d'affaiblissement des syndicats, notamment de la CGT, les employeurs découvrent alors les attraits de ces accords, réorientation que favorisent, outre les négociations d'application des 35 heures, la remise en cause de la hiérarchie des normes et la possibilité de clauses dérogatoires que banalise l'accord national interprofessionnel dit de compétitivité et de sécurisation de l'emploi de janvier 2013, aussitôt transformé en loi.

Travail et hors travail : identification de territoires ouvriers

Le succès ou l'échec des mobilisations ne dépend pas que du rapport des forces créé au sein des entreprises. Le droit de regard des autorités sur des questions et l'imbrication complexe du travail et du non-travail font que l'issue des luttes se joue aussi hors des murs des établissements. Le constat vaut, à l'évidence, pour les chômeurs dont les actions se déroulent sur la voie publique, aux abords ou à l'intérieur des bureaux de chômage, de l'ANPE ou des antennes de l'ASSEDIC. Fragilisés par l'absence de certains droits ou de papiers, des travailleurs immigrés contournent parfois les usines et les chantiers pour s'initier aux luttes collectives dans leurs foyers d'hébergement. Dans les années 1970, plusieurs grèves de loyers en contestent la gestion et les règlements internes, mais ces résidences servent également de bases-arrières pour des conflits du travail. Là s'organise la solidarité, se préparent, en 1957, les grèves de soutien à l'indépendance de l'Algérie ou, en 1973, celles décidées à Marseille pour protester contre des crimes racistes¹². C'est encore

¹⁰ S. Schweitzer, *Des engrenages à la chaîne. Les usines Citroën, 1915-1935*, Lyon, PUL, 1982.

¹¹ Cf. J.-P. Terrail, *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?* Paris, PUF, 1990.

¹² M.-C. Blanc-Chaléard, « Les travailleurs immigrés en quête d'autonomie », in M. Pigenet, D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 521-532 ; L. Pitti, *Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*.

dans les foyers de banlieue que la CGT réussit sa campagne de syndicalisation des éboueurs maliens « saisonniers » de la Ville de Paris¹³. Le choix du lieu de mobilisation dépend du type de revendication. Ainsi la défense de l'emploi se prête-t-elle aux plus larges rassemblements publics, cependant que la lutte contre la vie chère, mobilise au premier chef les ménagères qui la mènent d'abord sur les marchés.

Sur un autre registre, les rigueurs de la loi et des magistrats pour ce qui touche au droit de propriété contraignent longtemps les grévistes à désertier l'usine. Le maintien de leur cohésion repose souvent sur une solidarité étendue à la cité et au reste de la corporation. Les grèves avec occupation du Front populaire changent la donne, mais leur pratique ne revient vraiment en force qu'en 1968. Quoi qu'il en soit, lorsqu'un conflit s'éternise, les salariés sont tentés de sortir du tête-à-tête avec leur employeur pour solliciter l'intervention de tiers : pouvoirs publics et opinion. Si les pétitions, les délégations ou la médiation d'élus interpellent les premiers, la seconde l'est davantage par les tracts, les affiches, les communiqués et les manifestations dont la force entraînée concourt à l'amorçage de mouvements d'envergure. La proximité fonctionnelle aidant, les cortèges de cheminots vont régulièrement à la rencontre des agents des centres de tri. Dans les quartiers industriels, les défilés de grévistes se rendant d'une usine à l'autre grossissent les vagues de 1936 et de 1968.

A l'occasion, la défense de territoires ainsi réappropriés suscite de violents affrontements avec les forces de l'ordre qui tentent d'en reprendre le contrôle. « Pas de flics chez Renault ! », scandent, le 12 février 1952, des centaines de non-grévistes de Billancourt qui, informés des incidents en cours place Kermen et dans les rues avoisinantes de l'usine, prêtent main-forte aux cégétistes chargés par la police¹⁴. Vingt-sept ans plus tard, les sirènes et le tocsin rassemblent en quelques minutes des milliers de longoviciens résolus à empêcher les CRS de s'emparer du matériel de Lorraine Cœur d'Acier, la radio de lutte de la CGT. Au sein des faubourgs et des banlieues d'avant les grands ensembles, l'imbrication de l'habitat et des ateliers facilite, de Belleville, Ménilmontant, la Goutte d'Or aux rues du Faubourg-Saint-Martin ou Nationale, de Billancourt, Ivry à Saint-Denis, de Roubaix, Alès, Firminy, Micheville, Bruay, à Saint-Nazaire ou Vierzon, les réflexes mêlés de solidarité et de protection musclées. Travailleurs, jeunes, femmes... se retrouvent pour insulter les intrus, leur lancer les projectiles les plus variés, voire gêner leur progression au moyen de barricades improvisées. Les mêmes s'en prennent aux éventuels briseurs de grève venus de loin et participent aux actions plus ou moins mouvementées, mais toujours humiliantes, d'exclusion des « jaunes » de la communauté.

Contribution à l'histoire sociale et politique des ouvriers étrangers en France, thèse d'histoire (dir. R. Gallissot), Paris 8, 2002.

¹³ B. Prost, *Le personnel du nettoyage de la Ville de Paris de 1944 à 1977. Techniques, pratiques et identités professionnelles*, Maîtrise d'Histoire, Paris 1, 2002, p. 280-300.

¹⁴ M. Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide. La manifestation Ridgway*, Paris, L'Harmattan, 1992.

Isolats ou fragments de banlieue, les centres ouvriers cumulent les handicaps discriminants. L'habitat médiocre ou précaire, le sous-équipement récurrent en services marchands et publics défient la cohérence de territoires prioritairement soumis aux logiques spatiales industrielles. Ils ne forment pas moins des agglomérations avec ce que cela implique de vie sociale. De fait, après les paysans et au risque d'un enfermement socioculturel, les ouvriers figurent parmi les groupes les plus attachés à leur territoire. A tout prendre, ils changent plus aisément d'employeur que de quartier.

Le coron, la cité, le bloc d'HBM ou d'HLM constituent autant de micro-territoires d'interconnaissance où les liens tissés au travail se desserrent sans disparaître pour se complexifier au carrefour d'autres formes de sociabilité. Délimités par les échanges et les déplacements du quotidien, ils sont la principale référence urbaine, sinon l'unique horizon, des familles ouvrières dont le poids et la visibilité enregistrent l'intensité des phénomènes de mixité ou de ségrégation sociales. A l'échelon immédiatement supérieur, la commune est l'autre cadre de référence. Rarement réductible au modèle creusotin de la ville-usine, son économie s'ordonne, à l'exception des grandes agglomérations, autour de quelques branches dominantes qui en dessinent la personnalité indissociable des bruits et des odeurs d'établissements dont les heures d'embauche et de débauche rythment l'animation des rues et des cafés.

Les mobilisations ont leur part dans les identités collectives de chacune. De l'émeute limougeaude de 1905 à la grève des « dix sous » d'Halluin en 1928-29, en passant par les luttes du printemps 1919 dans le bassin sochalien, le premier tiers du XXe siècle compte son lot d'événements fondateurs de réputations simultanément ouvrières et protestataires. Constitutives du « patriotisme de clocher à base de classe » dont se nourrit la banlieue rouge dès l'entre-deux-guerres¹⁵, ces expériences sont le terreau de la métamorphose de l'illégitimité sociale en critère de légitimation politique à laquelle œuvre le mouvement ouvrier avec une constance et des succès inégaux¹⁶. Le processus n'a rien d'inéluctable : le retentissement national du conflit Lip, dans les années 1970, la zone industrielle de Palente et ses « paroissiens » n'ont guère ajouté à l'identité bisontine. Affaire de contextes et d'acteurs, insistent les analyses attentives à lire dans les percées locales et régionales du PCF l'usage identitaire d'un communisme de défense de sociabilités populaires fragilisées¹⁷.

Gardons-nous d'assimiler territoires ouvriers et urbains. Héritière d'une voie vers l'industrialisation protectrice, depuis la Révolution, de la petite propriété, la condition ouvrière se conjugue, en France, au pluriel. La porosité des frontières sociales explique ainsi la persistance, au cœur du XXe siècle, de la polyvalence professionnelle, d'emplois saisonniers ou intermittents et de statuts mixtes de nature à freiner l'exode rural et l'émergence de contre-sociétés prolétariennes comparables à celles observées outre-

¹⁵ A. Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Ed. Ouvrière/FNSP, 1986, p. 196.

¹⁶ M. Offerlé, « Illégitimité et légitimité du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales, ESC*, vol. 39, n° 4, 1984, p. 681-716.

¹⁷ J. Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010.

Manche et outre-Rhin. En 1968, 36,5 % des ménages ouvriers résident encore dans des villages. Facteur de dilution et d'hétérogénéité, cette configuration sociale érige le groupe en classe-pivot.

Ressources territoriales : la question des bastions

Les élections enregistrent ces jeux d'alliances et d'antagonismes à travers lesquels se fondent des hégémonies, entendons l'aptitude à faire partager ses répertoires de mobilisation et ses objectifs. De ce point de vue, les écarts de participation et de résultats notés parfois entre scrutins locaux et nationaux expriment moins des incohérences électorales que l'usage différencié du suffrage au gré des enjeux¹⁸. La complexité atteint son maximum à Mazamet où les adhérents catholiques du syndicat « rouge » votent pour les candidats conservateurs « blancs » contre leurs employeurs républicains « bleus »¹⁹.

Avec l'établissement du suffrage universel, le cadre municipal semble d'emblée le plus favorable au succès de candidatures ouvrières qu'écartent, sinon, les procédures de sélection du personnel politique d'Etat. A commencer par la Commune de Paris, les récurrences fédéralistes du mouvement ouvrier français témoignent de sa prédilection pour l'échelon communal. Si les préfets découragent toute velléité de socialisme ou de communisme municipal, la conquête de mairies rejaillit sur les mobilisations. Mesuré dans les urnes, le rapport de forces apporte une légitimité sociopolitique et des ressources inédites. Dans l'urgence de conflits ponctuels, la solidarité morale et matérielle des élus aide les grévistes à tenir. Sur la durée, la conquête de mairies permet l'hébergement des syndicats et de bourses du travail dans des locaux municipaux. Les municipalités « ouvrières » se sont longtemps distinguées, enfin, par leurs réalisations sociales et culturelles : logements, cantines scolaires, colonies, patronages, dispensaires ou centres de santé, transports, etc. A partir de l'entre-deux-guerres, le PCF fut particulièrement attentif à la construction d'« écosystèmes communistes »²⁰, îlots de valorisation des travailleurs, de promotion de militants d'origine populaire, de régulation-corrrection des désordres socio-spatiaux et de protection des familles ouvrières²¹. Les subventions accordées aux organisations « amies » concourent à l'épanouissement d'une contre-société ouvriériste plus ou moins accordée aux impératifs partisans. Des enquêtes ont montré la prégnance de sociabilités régulièrement réactivées et quasi-officialisées par les rituels municipaux ou péri-municipaux²². L'imbrication et les connivences à l'œuvre émoussent toutefois la pertinence

¹⁸ M. Pigenet, « La signification des votes ouvriers dans le département du Cher (1848-1914) », *Revue française de science politique*, vol. 39, n° 5, 1989, p. 716-741.

¹⁹ R. Cazals, *Avec les ouvriers de Mazamet. Dans la grève et l'action quotidienne, 1900-1914*, Carcassonne, CLEF, 1995.

²⁰ S. Courtois, « Construction et déconstruction du communisme français », *Communisme*, n°15-16, 1987, p. 51.

²¹ E. Bellanger, « Le 'communisme municipal' ou le réformisme officieux en banlieue rouge », in E. Bellanger, J. Mischi (dir.), *Les territoires du communisme. Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, A. Colin, 2013, p. 27-52.

²² J.-N. Retière, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.

de critères de classe appréciés à l'aune du degré d'autochtonie et de proximité avec les élites ouvrières locales, celles que célèbre la mémoire collective de « bastions » dont les hiérarchies internes maintiennent à distance les derniers arrivés susceptibles d'en menacer la cohésion.

D'autres tensions et influences imprègnent les territoires ouvriers, foyers de « consciences de place »²³ portées à identifier les intérêts de la classe à ceux d'une production, d'une entreprise ou d'une branche. Elles sous-tendent l'affirmation de compétences et de qualités singulières, sources d'une fierté ouvrière qu'elles dépassent pour irradier toute la localité, mais que le patronat peut tout autant incarner. Les cérémonies de lancement des grands navires en offrent une illustration festive, mais les situations de crise et d'adversité en présentent une version plus âpre à travers les mobilisations interclassistes pour l'obtention de protections douanières ou d'aides publiques nécessaires au sauvetage d'une activité. A Decazeville, en 1961, comme à Saint Nazaire, trois ans plus tard, l'hégémonie ouvrière est perceptible dans la capacité du groupe à s'emparer des aspirations régionalistes de la période. Sous le slogan « Vivre et travailler au pays » et au rythme d'initiatives dont les ouvriers sont néanmoins loin d'être les seuls, voire les principaux acteurs lors de manifestations monstres, grèves administratives, démissions d'élus, etc., ils parviennent à lier leur avenir à celui du territoire et de l'ensemble de sa population, toutes classes confondues.

Aussi décisives que soient les expériences locales de solidarités et de mobilisations, leur interprétation en termes sociopolitiques de classe suppose toutefois une montée en généralité où le pensable, le probable et le souhaitable de liens et d'identités imaginés prennent le relai du vécu²⁴.

Des solidarités élémentaires aux mobilisations stratégiques : organisations ouvrières et Etat social

Sitôt formés, les syndicats ont ressenti le besoin et appris à coordonner leurs revendications et actions. L'histoire compliquée des fédérations professionnelles et les débuts plus difficiles encore de structures nationales interprofessionnelles rappellent combien ces constructions étaient marquées au coin du volontarisme militant. Le postulat-projet d'unité de la classe ouvrière à l'origine de la CGT et de sa double structuration sur une base industrielle et départementale n'allait pas plus de soi. La tendance à l'homogénéisation-nationalisation des conditions de travail a justifié, après coup, des choix d'organisation appliqués dans d'autres pays. A l'usage, l'option interprofessionnelle, d'abord adossée aux ambitions politiques du syndicalisme révolutionnaire, s'est avérée compatible avec d'autres orientations, mais ne demeure pas moins l'une des caractéristiques

²³ R. Cazals, « En Languedoc lainier (1750-1950) : réflexion sur la conscience de place », in P. Guillaume (dir.), *Le lien social dans tous ses états*, Pessac, Ed. de la MSHA, 2001, p. 153-169.

²⁴ B. Anderson, 1996, *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.

organisationnelles majeures d'expression de la centralité ouvrière hexagonale. On pense au Premier Mai²⁵, d'emblée ouvert sur l'international, ainsi qu'aux campagnes menées, à partir du début du XXe siècle, pour les 8 heures, contre la loi sur les retraites de 1910 ou contre la guerre... pour ne rien dire de la grève générale comme voie directe d'accès à l'émancipation. Après le coup d'essai du 1^{er} mai 1906, l'idée pâtit du renoncement de 1914, mais non la pratique des grèves généralisées dont la répétition, du printemps 1920 à celui de 1968, en passant par ceux de 1936 et de 1947 ou, sur un mode plus sectoriel, de 1948, 1953, 1963 et 1995, pointe une autre spécificité française.

Parfois nées d'étincelles locales aptes à cristalliser un refus ou une aspiration de portée plus générale dont la vitesse de propagation surprend jusqu'aux syndicats. Avec ou sans connexions partisans explicites, elles interpellent le politique au titre des conséquences de la paralysie de pan entiers de l'économie et du potentiel subversif de l'irruption inopinée des travailleurs dans l'espace public. Révélatrices des ratés des relations professionnelles, elles disent tout autant l'actualité de l'action directe et la permanence des attentes populaires envers la République. Relayées par des syndicats qui, peu ou prou, en intègrent l'hypothèse dans leurs stratégies, elles combinent la contestation de choix gouvernementaux et la reconnaissance du rôle de l'Etat comme interlocuteur plus accessible que le patronat et décideur en dernier ressort.

L'affirmation de l'Etat social dans les années 1930 et sa consolidation après la Seconde Guerre mondiale au feu de mouvements exceptionnels ancrent une culture croisée de régulation et de mobilisation qui atteint son apogée au tournant des années 1960-1970²⁶. Dans le sillage des « événements » de 1968, la conflictualité intense de la période accompagne la multiplication de « journées nationales d'action » développées à la faveur de l'unité d'action CGT-CFDT et du déblocage des négociations interprofessionnelles. Elle ne s'y réduit cependant pas. Ainsi certains courants opposent-ils l'autonomie de mouvements sociaux hétérogènes au risque de subordination et « d'étatisation » des luttes qu'ils perçoivent dans le programme commun de la gauche conclu en 1972²⁷.

En dépit d'une histoire jalonnée d'affrontements sanglants, les travailleurs et leurs organisations ont appris à se saisir des ressources des institutions et des procédures de l'Etat social républicain, stade suprême de l'Etat-nation. De là résulte la difficulté à en dépasser l'horizon. La précocité et l'intensité des engagements internationalistes de minorités militantes n'y changent rien. Simples accommodements, parfois, de prétentions hexagonales à ériger les expériences nationales en modèle universel, l'idéologie et les discours l'ont souvent emporté, en la matière, sur les pratiques. Initiative réussie dans l'ordre du symbolique, le Premier Mai n'a pas échappé à la « nationalisation » de ses rituels. Pour le

²⁵ D. Tartakowsky, *La part du rêve. Histoire du 1^{er} Mai en France*, Paris, Hachette, 2005.

²⁶ M. Pigenet, D. Tartakowsky, « Institutionnalisation et mobilisations au temps de l'Etat social », M. Pigenet, D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux...*, op. cit., p. 337-354.

²⁷ X. Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007.

reste, et sans revenir sur le fiasco des vellétés pacifistes de 1914, les mobilisations ouvrières ont rarement débordé les frontières de l'Hexagone.

Les organisations ouvrières françaises partagent avec d'autres le manque de réactivité devant la rapide montée en puissance normative de l'Union européenne. Sans doute le confinement du « social » parmi les prérogatives nationales ne les y-a-t-il pas encouragées, alors même qu'il poussait les Etats au dumping social. Toujours est-il que, dans la dernière période, seuls les dockers, forts d'une longue tradition de concertation internationale, ont su créer un rapport de forces à l'échelle du continent pour contrer un projet de Directive de libéralisation des services portuaires²⁸.

Brouillages et désarrois : des mobilisations en quête de cadres

La désindustrialisation accélérée depuis les années 1990 a fait fondre les effectifs ouvriers. La visibilité de la classe et la manière dont celle-ci évalue son poids et son rôle dans la société n'ont pas manqué de s'en ressentir, sans qu'aucun groupe soit en mesure de se substituer à sa centralité perdue. Les espoirs mis en des mouvements sociaux autonomes, grâce auxquels les mobilisations s'inscrivaient dans la durée, s'évanouissent dans le contexte d'anomie de cités populaires privées des anciennes structures du mouvement ouvrier. Rayés de la carte ou vidés de leur substance sociale, les anciens bastions, désormais stigmatisés pour leur forte composante d'origine étrangère, ne reviennent plus sur le devant de l'actualité qu'à l'occasion de violences collectives assimilées aux délinquances juvéniles. Sur le terrain comme pour les observateurs, les interprétations en termes d'ethnies, de communautés et de d'appropriation de territoires l'emportent sur les analyses de classe et de rapports d'exploitation, tandis que l'action collective cible en priorité l'accès aux équipements publics et aux aides sociales. Pour ne pas être absolument inédit, le « désarroi » qui frappe le monde ouvrier se distingue des crises antérieures, ponctuelles ou temporaires²⁹. Généralisé, il est à la mesure des déconvenues, des sentiments d'abandon et d'impuissance qui nourrissent pêle-mêle rancœurs, replis et divisions au cœur de ses territoires, sans épargner ceux du travail.

Partie prenante du bouleversement du rapport des forces sociales contemporain de la mondialisation néo-libérale, la contre-offensive managériale allie la remise en cause de garanties collectives, du cadre et du contenu des négociations, la déconstruction des anciens collectifs ouvriers au profit d'entités que définissent et enserrant les engagements productifs contractualisés au sein d'usines plus que jamais « en miettes »³⁰. Les réorganisations et la précarisation engendrées par les restructurations et les externalisations participent à la démoralisation ouvrière. Quand il n'induit pas une intériorisation des ratés

²⁸ M. Pigenet, « Solidarité internationale et fermeture professionnelle : les horizons multiples des dockers français », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 84, octobre-décembre 2006, pp. 38-48.

²⁹ M. Pinçon, *Désarrois ouvriers. Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales*, Paris, L'Harmattan, 1987.

³⁰ G. Rot, *Sociologie de l'atelier. Renault, le travail ouvrier et le sociologue*, Toulouse, Octarès, 2006.

du système de production, le brouillage des contradictions inhérentes aux rapports d'exploitation derrière l'apparente évidence des micro-clivages internes exacerbe les manifestations d'exclusion à l'égard des « opérateurs » dont les aptitudes et le comportement nuisent à la réalisation des objectifs³¹. Un tel retournement des formes traditionnelles de solidarité ouvrière ne prédispose guère aux mobilisations collectives.

Il ne s'ensuit pas que celles-ci aient disparu des entreprises industrielles où elles demeurent plus fréquentes que dans le commerce ou les services³². Leurs formes ont toutefois changé, au détriment des grèves classiques que la statistique s'obstine à privilégier passant à côté d'une conflictualité à base de débrayages, de refus d'heures supplémentaires ou de pétitions. Comme par le passé, on note une corrélation positive entre la propension à l'action collective, la taille de l'établissement et l'existence de structures syndicales, cependant que les conflits individuels, apanage des PME, trouvent un relais syndical à travers les prud'hommes. Par quoi des solidarités subsistent dont les fragments épars parviennent mal, cependant, à dégager des perspectives d'ensemble, sinon globalisantes.

Ce n'est pas le moindre paradoxe de la mondialisation, facteur supposé de « déterritorialisation »³³ des systèmes et rapports de production, que de coïncider avec l'effacement des horizons d'attente qui donnaient du sens aux mobilisations collectives. Aux premières lignes des délocalisations, les ouvriers ne sont pas restés passifs, mais ne sont pas plus parvenus à les empêcher qu'à en corriger le caractère unilatéralement favorable aux employeurs. Pris au piège de combats défensifs et de legs ouvriéristes, ils en ont accentué la dimension micro, propice à tous les replis. Et à l'échec. Pour ne pas être négligeable, la participation aux initiatives altermondialistes a davantage traduit l'engagement de syndicalistes que celle des travailleurs. Là encore, les rencontres, lorsqu'elles ont lieu, s'effectuent selon des configurations et des thématiques fondamentalement nationales.

La question est donc posée d'un « agir local et penser global/ penser local et agir global » susceptible de renouveler l'articulation des différentes échelles et types de mobilisation, ce qu'expérimentent et anticipent déjà les décroisements à l'œuvre au sein du salariat comme entre ce dernier, les consommateurs et les experts. Ils expliquent que la lutte contre le sida soit devenue l'un des thèmes majeurs de la Fédération internationale des travailleurs des transports³⁴, source de coopérations et de mobilisations inédites qu'expérimentent de nouvelles structures syndicales³⁵. De la même façon, l'approche de l'exploitation en termes de domination met à jour des interactions et des solidarités, hier

³¹ Cf. S. Beaud, M. Pialoux, *Retour...*, *op. cit.*

³² S. Bérout, J.-M. Denis, G. Desage, B. Giraud, J. Pelisse, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe-enBauges, Le Croquant, 2008.

³³ M. Van der Linden, « Enjeux pour une histoire mondiale du travail », *Le Mouvement social*, n° 241, octobre-décembre 2012, p. 12.

³⁴ M. Pigenet, « Le VIH-sida, nouveau terrain d'intervention syndicale dans les transports internationaux », *Le Mouvement social*, n° 241, octobre-décembre 2012, p. 181-199.

³⁵ A l'exemple du Global Unions réunissant 11 des principales fédérations professionnelles internationales, dont celle des Transports.

inimaginables, entre sphères publiques et privées, travail et hors travail, Nord et Sud, local et global, présent et futur... A suivre, donc.

Bibliographie

J. Barzman, *Dockers, métallos, ménagères. Mouvements sociaux et cultures militantes au Havre 1912-1923*, Rouen/Le Havre, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 1997.

E. Bellanger, J. Mischi (dir.), *Les territoires du communisme. Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, A. Colin, 2013.

S. Beaud, M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.

S. Bérout, J.-M. Denis, G. Desage, B. Giraud, J. Pelisse, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe-enBauges, Le Croquant, 2008.

C. Dubar, G. Gayot, J. Hédous, « Sociabilité minière et changement social à Sallaumines et à Noyelles-sous-Lens (1900-1980), *Revue du Nord*, n° 253, 1982.

A. Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Ed. Ouvrière/FNSP, 1986.

N. Gérôme, *SNECMA. Les moteurs de la banlieue*, Paris, Scandéditions, 1993.

M. Hastings, *Halluin la rouge, 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, PUL, 1991.

N. Hatzfeld, *Les gens d'usine. 50 ans d'histoire à Peugeot-Sochaux*, Paris, l'Atelier, 2002.

P. Judet, *Horlogeries et horlogers du Faucigny (1849-1934) Les métamorphoses d'une identité sociale et politique*, Grenoble, PUG, 2004.

J. M. Merriman, *Limoges, la ville rouge. Portrait d'une ville révolutionnaire*, Paris, Belin, 1985.

J.-P. Molinari, *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, L'Albaron, 1991.

G. Noiriél, *Longwy. Ouvriers et prolétaires*, Paris, PUF, 1984

M. Pigenet, *Les ouvriers du Cher (fin XVIIIe siècle-1914) Travail, espace et conscience sociale*, Montreuil, ICGTHS, 1990.

M. Pigenet, D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.

J.-N. Retière, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.

S. Schweitzer, *Des engrenages à la chaîne. Les usines Citroën 1915-1935*, Lyon, PUL, 1982.

X. Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007

F. Weber, *Le travail à côté. Etude d'ethnographie ouvrière*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2009 (1^{ère} ed. 1989).